

Elus du groupe « *Pour Harnes, l'Humain d'Abord !* »  
au conseil municipal de HARNES (Pas-de-Calais)

**Motion de soutien aux salariés de Goodyear**

Le 12 janvier dernier, 8 anciens salariés de l'entreprise Goodyear d'Amiens ont été condamnés par le tribunal à 2 ans de prison dont 9 mois fermes assortis d'une mise à l'épreuve de 5 ans pour avoir retenu durant 30 heures deux directeurs de l'entreprise qui procédaient à la fermeture du site et à la suppression de près de 1 200 emplois.

Alors que ces derniers avaient renoncé à toute poursuite et assuré qu'aucune violence n'avait été commise à leur encontre, le Parquet avait néanmoins décidé de faire un exemple en poursuivant et requérant une peine d'une exceptionnelle gravité, assimilant ainsi ces salariés à des criminels crapuleux.

Cette condamnation résonne comme une tentative d'intimidation à l'égard de toutes celles et ceux qui se battent pour défendre leurs droits, leurs emplois, leurs entreprises dans une période où le grand patronat accentue la violence sociale qui s'exerce contre les travailleurs, où le gouvernement vante les mérites du dialogue social mais n'entend plus les salariés et où il s'apprête à modifier en profondeur le code du travail.

Si nous respectons l'indépendance de la justice, nous considérons toutefois que cette décision est de nature à accentuer la défiance d'un grand nombre de nos concitoyens envers les institutions. Ces condamnations lourdes méconnaissent la réalité de la violence sociale qu'ont subie les salariés de Goodyear pendant des années, comme beaucoup d'autres dans tout le pays.

Parce qu'il ne saurait y avoir instrumentalisation de la justice contre le monde du travail et les militants syndicaux ;

Parce que nous ne pouvons accepter que, sous couvert de maintien de l'ordre, cette décision inique engage notre pays sur la voie d'une criminalisation scandaleuse de l'action syndicale.

**Nous, Elus du groupe « *Pour Harnes, l'Humain d'Abord !* » au conseil municipal de HARNES :**

- **affirmons notre soutien aux salariés de Goodyear et notre solidarité ;**
- **en appelons au Gouvernement, pour qu'il utilise tous les outils à sa disposition, afin de revenir sur cette décision qui heurte nos valeurs, notre conception du rôle du mouvement social, et qui criminalise des salariés qui défendent leur emploi et leur dignité.**

**A travers cette motion, c'est une vision différente de la société, de l'économie et de la justice que nous défendons, celle qui protège les salariés et permet à chacun d'agir pour le progrès social.**

Jean-Marie FONTAINE  
Thomas NARIANNE  
Hélène BANTAL  
Véronique DENDRAE  
SARQUOËT Guy